

Le site [Rue 89](#) revient sur la nouvelle offensive scolaire des ultra-traditionnalistes aux méthodes musclées...

« Sac à merde », « vous savez très bien que la théorie du genre existe » : à l'école Paul-Langevin, la présidente de la fédération de parents d'élèves reçoit SMS de menaces et e-mails d'insultes.

Allan Barte pour Rue89

« Pour des raisons de sécurité, les contacts se font exclusivement par courriel dans un premier temps. » A la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) de l'école Paul Langevin de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) l'heure est à « l'extrême méfiance ». Depuis quelques mois, des proches de la Manif pour tous mènent une guerre contre la fédération. Ils ont même menacé physiquement Stéphanie Michel, présidente du conseil local de la FCPE 94.

En décembre dernier, des parents d'élèves de cette école et également membres de la FCPE, avaient appelé à des JRE, ces fameuses journées de retrait de l'école instituées par Farida Belghoul pour lutter contre une supposée « théorie du genre ». Une position jugée incompatible avec les valeurs de cette fédération classée à gauche.

Contactée par Rue89, une responsable de la FCPE raconte :

« Ces trois parents en question voulaient d'abord que la FCPE organise une réunion sur la "théorie du genre". Comme nous avons refusé de parler d'un fantasme, ils l'ont organisé sans prévenir la direction, en faisant croire à une réunion officielle.

Ensuite, ils ont utilisé la "mailing list" de la FCPE pour appeler les parents à participer aux JRE et leur on même transféré un courriel de l'UNI [une organisation étudiante très à droite, ndlr]. Stéphanie Michel a donc décidé de les exclure. »

Une affiche à l'entrée

Pour informer les parents de l'école Paul Langevin de cette exclusion, la présidente a donc affiché une note à l'entrée de l'établissement en indiquant l'identité de ces trois membres FCPE « anti-théorie du genre ». Et d'expliquer :

« Ils ont été exclus de la FCPE suite aux faits qu'ils colportent de fausses informations sur une prétendue "théorie du genre", dans le cadre d'une campagne de dénigrement cherchant à faire peur aux parents d'élèves en leur faisant croire à une conspiration. »

Extrait de l'affiche de la FCPE (Capture)

Mais c'est justement cette affiche qui a déclenché les représailles.

Deux des trois parents exclus ont d'abord porté plainte pour diffamation contre Stéphanie Michel.

Elle a été entendue par la police le 18 septembre dernier et attend la notification de sa mise en examen.

« Nous craignons pour notre sécurité »

La présidente de la fédération locale a ensuite été victime de nombreuses menaces. Un comité de soutien qui comprend la Ligue des droits de l'homme s'est créé pour la défendre. Son coordinateur témoigne :

« Après la publication de cette affiche, Stéphanie a reçu de nombreux e-mails et SMS d'insultes et de menaces même physiques. Des gens sont venus sonner à sa porte en pleine nuit et le 1er novembre dernier, son pare-brise a été détruit.

Aujourd'hui, c'est un vrai climat de peur qui règne, ils veulent la terroriser. Les parents de l'école n'osent même pas la défendre par peur des représailles et notre comité de soutien est anonyme car nous craignons pour notre sécurité. »

Les menaces adressées à Stéphanie Michel - que Rue89 a pu lire - sont souvent implicites et jamais sans l'idée d'un vaste complot.

« Sac à merde », « vous savez très bien que la théorie du genre existe », « vous allez devoir répondre de vos actes devant la justice des hommes et la justice divine », « on vous laissera pas faire ».

En tout, des dizaines d'e-mails et de SMS ont été envoyés. Un article a même été publié sur le site d'extrême droite Salon beige qui a diffusé les coordonnées de la présidente de la FCPE. Des attaques qui ne suffisent toutefois pas à la « faire taire » :

« Je fais attention aux gens qui m'entourent. Maintenant je débranche mon interphone et j'éteins mon téléphone tous les soirs, mais j'essaie de ne pas tomber dans la peur. Ils veulent que je me taise et je ne le ferai pas. »

« Je défends seulement le Christ »

Alors qui a décidé cette vengeance ? Parmi les parents adeptes des JRE et exclus de la FCPE, il y a une certaine Amélie Desrumaux. Sollicitée par Rue89, elle confirme avoir répondu à l'appel de Farida Belghoul en début d'année, mais jure ne pas être à l'origine des menaces dont est victime Stéphanie Michel :

« Je suis vigilante et comme j'ai constaté que la "théorie du genre" allait bien être enseignée, j'ai retiré ma fille de l'école pour le JRE, puis définitivement. J'ai juste lancé l'alerte et cela m'a valu une exclusion, mais je compte me défendre car je n'ai rien propagé du tout ni menacé personne.

Moi, je n'appartiens à aucun mouvement, je défends seulement le Christ. »

Si cette enseignante nie ses liens avec la Manif pour tous, elle entretient toutefois une certaine proximité avec ces milieux. Déjà invitée sur Radio courtoisie (proche de l'extrême droite), elle a en effet lancé la campagne « Rompre le silence » pour lutter contre l'IVG. Selon nos informations, elle a par ailleurs été radiée définitivement de l'Education nationale pour « prosélytisme ».

Dans ce climat de terreur entre la FCPE, et les « anti-gender », la police mène son enquête puisque Stéphanie Michel et la FCPE du Val-de-Marne ont déposé plusieurs plaintes. Parmi les auteurs de SMS de menaces, un homme qui se dit proche de la Manif pour tous a déjà été identifié.